



Assemblée générale

Distr. générale
15 mars 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-cinquième session

26 février-5 avril 2024

Point 2 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat
et du Secrétaire général**

Rapport du Groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua^{*, **}

Résumé

Le présent rapport, soumis au Conseil des droits de l'homme en application de la résolution 52/2, donne un aperçu des constatations et des conclusions auxquelles le Groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua est parvenu concernant les violations graves des droits de l'homme, les atteintes à ces droits et les crimes connexes perpétrés dans le pays depuis avril 2018. Le Groupe d'experts y présente une analyse et un examen approfondis de ces violations et atteintes et de leur évolution, de l'impunité qui y est associée et des responsabilités qui en découlent. Il s'intéresse plus particulièrement aux violations et aux atteintes visant certains groupes : les étudiants et les enseignants, les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine, les catholiques et autres chrétiens et les membres du mouvement paysan (*campesino*).

* La version originale du présent rapport a été soumise aux services de conférence après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.

** L'annexe au présent document est distribuée telle qu'elle a été reçue, dans la langue de l'original seulement.



I. Introduction

A. Contexte

1. Par sa résolution 49/3, le Conseil des droits de l'homme a créé, pour une période d'un an, le Groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua afin qu'il enquête sur toutes les allégations de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits commises dans le pays depuis avril 2018, donne des orientations concernant l'accès à la justice et l'établissement des responsabilités et formule des recommandations en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

2. Dans sa résolution 52/2, le Conseil a prorogé pour une période de deux ans le mandat du Groupe d'experts, dont les membres actuels, Jan-Michael Simon (Président), Ángela María Buitrago et Ariela Peralta Distefano, ont été nommés par le Président du Conseil et ont travaillé bénévolement en tant qu'experts indépendants avec l'appui d'un secrétariat composé de fonctionnaires des Nations Unies.

3. Dans son premier rapport, soumis à la cinquante-deuxième session du Conseil, le Groupe d'experts a conclu qu'il existait des motifs raisonnables de croire que des acteurs étatiques et non étatiques avaient commis des violations graves et systématiques des droits de l'homme et des atteintes à ces droits contre des personnes opposées au Gouvernement ou perçues comme telles¹. Il a estimé que les violations et atteintes en question constituaient une attaque généralisée et systématique dirigée contre la population civile dans le cadre d'une politique discriminatoire promue par de hautes autorités de l'État cherchant à conserver le pouvoir et à éliminer toute forme de dissidence. Cette attaque ayant entraîné la destruction de l'espace civique au Nicaragua, le Groupe d'experts a conclu qu'elle était à première vue constitutive de persécution pour des motifs politiques, un crime contre l'humanité².

4. Dans ses résolutions 49/3 et 52/2, le Conseil a demandé au Gouvernement du Nicaragua de coopérer pleinement avec le Groupe d'experts, notamment en lui accordant un accès sans entrave, total et transparent à l'ensemble du pays et en lui fournissant les informations nécessaires pour qu'il puisse s'acquitter de son mandat. Le 2 août et le 22 novembre 2023, le Groupe d'experts a de nouveau, par lettre, demandé au Président du Nicaragua, Daniel Ortega, de lui fournir certaines informations, mais n'a reçu aucune réponse. Il a également envoyé une version préliminaire du présent rapport au Gouvernement, qui continue de refuser de dialoguer et de coopérer avec lui.

5. Le Groupe d'experts a pu recueillir, conserver, corroborer et analyser les informations et autres éléments de preuve nécessaires pour établir les faits et les circonstances des graves violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits décrites dans le présent rapport, conformément à son mandat et malgré le manque de coopération du Gouvernement ainsi que les risques de plus en plus élevés pour la sécurité des victimes, des témoins et des autres personnes qui fournissent des informations.

6. Le Groupe d'experts a établi le présent rapport malgré le retard chronique pris dans le recrutement de personnel de secrétariat ayant les compétences requises et le fait qu'à partir de février 2024, les ressources non affectées à des postes, essentielles à l'exécution de son mandat, ont été considérablement réduites. Depuis sa création, il a ainsi eu de grandes difficultés à s'acquitter de son mandat. Néanmoins, il remercie le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de lui avoir fourni des services de secrétariat.

¹ A/HRC/52/63, par. 123. Voir aussi le document de séance contenant les conclusions détaillées du Groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua, qui peut être consulté sur la page Web consacrée au mandat du Groupe, à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/ghre-nicaragua/index>.

² A/HRC/52/63, par. 109, 110 et 124.

B. Méthode et critère d'établissement de la preuve

7. Le Groupe d'experts mène ses enquêtes en appliquant les méthodes et les meilleures pratiques établies par l'Organisation des Nations Unies³, en adoptant une approche axée sur la victime et en accordant une attention particulière aux dimensions de genre des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits. Il applique les principes d'indépendance, d'impartialité, d'objectivité, de transparence et d'intégrité ainsi que le principe consistant à « ne pas nuire ».

8. Dans le cadre de ses enquêtes, le Groupe d'experts a continué à appliquer comme critère d'établissement de la preuve celui des « motifs raisonnables de croire », conformément à la pratique adoptée par les organes d'enquête créés par le Conseil des droits de l'homme. Bien que ce degré de preuve soit moins strict que celui exigé dans les procédures pénales pour établir la responsabilité, il est suffisant pour justifier l'ouverture d'enquêtes pénales.

9. Aux fins de l'élaboration du présent rapport, le Groupe d'experts a mené 642 entretiens avec des victimes, des témoins et d'autres personnes, à distance et au cours de huit visites sur le terrain, et a consulté des centaines de sources secondaires pour corroborer et contextualiser les informations recueillies. Il a rigoureusement évalué ces sources afin d'en établir la fiabilité.

10. Le Groupe d'experts s'est assuré d'obtenir le consentement éclairé de chaque personne interrogée avant d'utiliser les informations fournies et a anonymisé celles qui permettaient ou pouvaient permettre d'identifier la personne dont elles émanaient – victime, témoin ou autre – lorsqu'il existait des risques que des représailles soient exercées contre elle ou ses proches. Il a également respecté les souhaits des personnes interrogées en ce qui concerne l'utilisation des informations qu'elles avaient fournies. Il exprime sa profonde gratitude à tous ceux et celles qui ont eu le courage de relater leurs expériences traumatisantes ainsi qu'aux défenseurs des droits de l'homme, militants, journalistes, avocats et aux autres partenaires qui lui ont communiqué des renseignements malgré leurs craintes légitimes de subir des représailles.

C. Cadre juridique

11. Le Groupe d'experts s'est appuyé sur les constatations que lui ont inspiré tels et tels faits et comportements pour décider de la qualification juridique à donner aux crimes en droit international, y compris le droit international des droits de l'homme et, selon les cas, le droit pénal international coutumier. Il a aussi tenu compte des garanties en matière de droits de l'homme figurant dans la Constitution, les lois et les autres textes nationaux pertinents. L'ensemble du cadre juridique pris en considération par le Groupe est exposé dans les conclusions détaillées jointes à son premier rapport⁴.

12. Sachant qu'il a notamment pour mandat de faciliter l'établissement des responsabilités, le Groupe d'experts a estimé que son analyse des faits devait avoir pour objectif ultime de déterminer l'existence de violations graves des droits de l'homme. Il a estimé qu'une violation des droits de l'homme devait être considérée comme grave lorsque l'État avait eu l'intention d'enfreindre les règles⁵. Il a aussi tenu compte du nombre des violations commises, de leur ampleur – facteur aggravant –, de leur fréquence, leur nature, leur interdépendance et leurs effets. Pour apprécier les effets des violations, il a pris en considération à la fois la taille du groupe ciblé et les conséquences pour les victimes ainsi que pour le reste de la population en général⁶.

³ Voir le document de séance contenant les conclusions détaillées du Groupe, par. 35 à 58.

⁴ Ibid., par. 59 à 74.

⁵ Il a également interprété la notion de « violation systématique » comme désignant une violation organisée et délibérée.

⁶ Cette approche est étayée par des documents de séance concernant des violations du droit à la liberté de circulation et du droit à une nationalité ; des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises contre des paysans (*campesinos*) au Nicaragua ; des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises contre des catholiques et d'autres chrétiens ; des violations des

II. Constatations

13. Lors de l'élaboration du présent rapport, le Groupe d'experts s'est concentré sur les éléments clés de l'évolution de la situation générale des droits de l'homme au Nicaragua depuis mars 2023. Il a enquêté sur les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits qui avaient été commises au cours de la période considérée.

14. Le Groupe d'experts a en outre examiné les violations et atteintes visant certains groupes : les étudiants et les enseignants, les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine, les catholiques et autres chrétiens et les membres du mouvement paysan. Les violations commises contre ces personnes ne reflètent pas l'ensemble des violations des droits de l'homme commises au Nicaragua, mais elles illustrent l'évolution de la situation des droits de l'homme dans le pays. On trouvera des constatations et des références détaillées dans les documents de séance établis en complément du présent rapport⁷.

15. Conformément à la composante de son mandat qui concerne la facilitation de l'établissement des responsabilités, le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur le rôle et la structure des institutions publiques impliquées dans les violations des droits de l'homme et dans le maintien de l'impunité.

A. Éléments clés de l'évolution de la situation des droits de l'homme

1. Persécution généralisée

16. Depuis la publication du premier rapport du Groupe d'experts, les autorités ont continué à commettre de graves violations des droits de l'homme afin de garantir le contrôle total du Gouvernement sur l'ensemble de l'espace civique. Vu les résultats des mesures visant à museler l'opposition et la contestation, le Gouvernement a poussé plus loin encore la persécution et la répression, faisant taire toutes les voix perçues comme exprimant la moindre critique en ciblant un groupe toujours plus large d'individus qu'il a privés de leurs droits de l'homme fondamentaux, en forçant de plus en plus de Nicaraguayens à quitter leur pays et en intimidant ceux qui étaient déjà partis.

17. La persécution des opposants réels ou supposés restés au Nicaragua s'est poursuivie sous la forme d'un harcèlement incessant, de menaces et de mesures de surveillance et de détention arbitraire, en conséquence de quoi les victimes et leurs proches vivent dans un climat de peur constante. Dans certains cas, comme celui de la défenseuse des droits de l'homme Vilma Núñez de Escorcia, les autorités sont allées jusqu'à priver les dissidents de leur identité juridique et de leurs moyens de subsistance. De nombreuses personnes ont eu le sentiment qu'elles n'avaient d'autre choix que de quitter le pays, craignant légitimement la répression. D'autres ont été expulsées.

18. Les autorités ont étendu la persécution aux Nicaraguayens vivant à l'étranger, leur interdisant d'entrer dans le pays, les privant de leur nationalité et de leur identité juridique, refusant de leur fournir des documents officiels et de leur permettre d'accéder à l'assistance consulaire, les privant de leur droit à pension et confisquant leurs biens restés au Nicaragua et empêchant le regroupement familial, en particulier avec les enfants. Dans certains cas, en guise de mesure d'intimidation ou de représailles, elles ont commis des violations des droits de l'homme contre des proches restés dans le pays.

19. De nombreux exemples notoires illustrent l'étendue et l'intensité de la persécution, par exemple les manifestations qui ont eu lieu pour célébrer la victoire de Miss Nicaragua au concours Miss Univers, au cours desquelles le drapeau national bleu et blanc a été brandi dans les rues du Nicaragua. Depuis les manifestations de masse d'avril 2018, le drapeau national est devenu un symbole de l'opposition au Gouvernement.

droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises contre des étudiants et des enseignants ; des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises contre des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine. Les documents peuvent être consultés à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/es/hr-bodies/hrc/ghre-nicaragua/index> (en espagnol).

⁷ Voir <https://www.ohchr.org/es/hr-bodies/hrc/ghre-nicaragua/index> (en espagnol).

2. Centralisation totale des pouvoirs de l'État entre les mains du Président et de la Vice-Présidente

20. Les persécutions généralisées se sont accompagnées d'une concentration et d'une centralisation encore plus grandes des pouvoirs de l'État entre les mains du Président et de la Vice-Présidente, qui ont à présent le contrôle total du pouvoir judiciaire. En octobre 2023, le Président de la Cour suprême de justice a été démis de ses fonctions et assigné à résidence de facto à la suite, selon certaines informations, d'un ordre de la Vice-Présidente. L'administrateur général de la Cour suprême de justice et plusieurs juges ont également été démis de leurs fonctions. Le Vice-Président de la Cour suprême, qui était également le secrétaire politique du Front sandiniste de libération nationale auprès de la Cour, est devenu Président par intérim. En février 2024, il aurait été démis de ses fonctions par le pouvoir exécutif. Depuis 2018, plus de 10 % des membres de l'appareil judiciaire ont été licenciés.

21. Selon plusieurs sources, les renvois et les licenciements de magistrats visaient à écarter ceux qui n'étaient pas considérés comme totalement loyaux envers le Gouvernement et le Front sandiniste de libération nationale et à donner le pouvoir à quelques fonctionnaires jouissant de la pleine confiance du Président et de la Vice-Présidente tout en intimidant les autres.

22. La prise de contrôle de facto du pouvoir judiciaire par le pouvoir exécutif est également un exemple de la stratégie appliquée par le Président et la Vice-Présidente pour s'assurer un contrôle total du pays à tout prix. Outre qu'elle constitue une violation flagrante du principe de l'indépendance du système judiciaire, elle empêche de réunir les conditions nécessaires à la tenue de procès équitables et à l'accès à la justice, ce qui nuit à l'ensemble de la population.

3. Impunité totale

23. La centralisation de tous les pouvoirs de l'État entre les mains du Président et de la Vice-Présidente garantit la totale impunité des intéressés. Dans son premier rapport, le Groupe d'experts a conclu que les violations des droits de l'homme, les atteintes à ces droits et les autres crimes qu'il avait constatés avaient été commis en toute impunité. Cette situation s'est perpétuée et a été renforcée par le contrôle exercé par le pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire. L'instrumentalisation de tous les pouvoirs de l'État, en particulier le pouvoir judiciaire, a protégé les auteurs de crimes contre les poursuites, voire contre l'obligation de rendre compte de leurs actes, du fait de l'application de la loi d'amnistie adoptée en juin 2019.

24. L'impunité totale s'étend même de facto aux affaires portées devant des juridictions étrangères, au motif de la nationalité étrangère de la victime, comme dans le cas de l'étudiante brésilienne Raynéia Lima, victime d'une exécution extrajudiciaire en 2018. Selon les informations fournies par le ministère public du Brésil aux avocats de la mère de M^{me} Lima en mai 2023, le Gouvernement nicaraguayen a refusé d'accéder à la demande d'entraide judiciaire internationale adressée par les autorités brésiliennes, qui souhaitaient accéder au dossier de la personne reconnue coupable du meurtre de M^{me} Lima, faisant valoir que l'intéressé avait été amnistié.

25. La loi d'amnistie garantit l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme et les atteintes à ces droits (notamment les exécutions extrajudiciaires, la détention arbitraire, la torture et les autres mauvais traitements) liées à tous les événements survenus jusqu'à son entrée en vigueur. Elle empêche les victimes et leurs proches d'accéder aux rares mécanismes permettant encore de faire éclater la vérité et d'obtenir justice et les prive ainsi de tout recours interne effectif. Le Groupe d'experts fait observer qu'une amnistie faisant obstacle à la poursuite des actes de torture est incompatible avec les obligations mises à la charge du Nicaragua par la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Une amnistie exemptant de sanctions les auteurs d'autres violations graves des droits de l'homme est aussi généralement incompatible avec les obligations qui incombent au pays au titre du droit international des droits de l'homme.

B. Corroboration de la torture

26. Le Groupe d'experts a interrogé 73 des 222 personnes qui avaient été arbitrairement détenues dans divers centres de détention au Nicaragua, puis expulsées vers les États-Unis d'Amérique en février 2023. Les victimes ont toutes confirmé qu'elles avaient subi les mauvais traitements décrits dans le premier rapport du Groupe, traitements qui, dans de nombreux cas, étaient constitutifs de torture en raison de leur association, de leur caractère prolongé, de la présence d'autres facteurs de stress ou de vulnérabilité chez les personnes visées et des graves souffrances psychologiques infligées.

C. Schémas de violations et d'atteintes

27. Le Groupe a continué de recenser des violations graves du droit à la liberté et à la sécurité de la personne, du droit à une procédure régulière et à un procès équitable et du droit à la liberté de circulation ainsi que des violations graves liées au droit à une nationalité à l'égard d'un nombre croissant de personnes.

1. Détentions arbitraires et violations du droit à un procès équitable

28. Parmi les nombreuses arrestations recensées par le Groupe d'experts au cours de la période considérée, on retiendra surtout les 85 arrestations qui ont eu lieu en mai 2023 dans le cadre d'opérations de police de grande envergure menées dans l'ensemble du pays en coordination avec le ministère public et le système judiciaire. Les personnes arrêtées ont été transférées à Managua, où elles ont été présentées à des juges au cours d'audiences qui se sont tenues pendant la nuit. La plupart ont été accusées d'association de malfaiteurs en vue de porter atteinte à l'intégrité nationale et de diffusion de fausses informations au moyen d'outils technologiques. Les intéressés ont été libérés le lendemain à la condition qu'ils se présentent à la police quotidiennement jusqu'à nouvel ordre. Leur situation juridique reste incertaine. Nombre d'entre eux ont choisi de quitter le pays en raison du harcèlement constant des autorités et de la perspective d'être poursuivis et reconnus coupables d'un crime.

29. Selon des organisations de la société civile, en février 2024, 121 opposants réels ou supposés (102 hommes et 19 femmes) étaient toujours privés de liberté. Plus des deux tiers d'entre eux avaient été arrêtés en 2023. La majorité avaient été accusés d'infractions liées au trafic de drogue, de diffusion de fausses informations au moyen d'outils technologiques ou d'association de malfaiteurs visant à porter atteinte à l'intégrité nationale. Plus des deux tiers des personnes détenues arbitrairement ont été reconnues coupables d'un crime.

30. Les victimes de détention arbitraire venaient de divers horizons et divers secteurs de la société : prêtres, séminaristes, journalistes, juges et autres magistrats, des dirigeants autochtones, étudiants et membres d'organisations de la société civile, de mouvements politiques et de mouvements paysans. Toutes étaient des opposants réels ou supposés au Gouvernement. Il est arrivé que leurs proches soient pris pour cible au seul motif qu'ils étaient de leur famille.

31. Les autorités ont continué d'agir de la même manière que celle décrite dans le premier rapport du Groupe d'experts. La police a effectué des perquisitions sans mandat et a placé en détention des personnes sans les avoir formellement arrêtées. La plupart des personnes détenues ont été transférées au commissariat du troisième district ou dans les dépôts de tribunaux à Managua et ont ensuite été placées dans des centres de détention de la ville.

32. Les détenus n'ont pas été autorisés à communiquer avec leur famille ou leur avocat. Certains ont été incarcérés dans un lieu longtemps tenu secret et les tribunaux n'ont fait droit à aucune demande en *habeas corpus*. Les détenus n'ont pas eu accès à un défenseur de leur choix. Les audiences se sont déroulées à huis clos et les accusés n'ont pu y participer que par vidéoconférence. Les affaires ont toutes été assignées au même petit groupe de procureurs et de juges à Managua, quel que soit le lieu où l'infraction présumée avait été commise.

2. Violations du droit à la liberté de circulation et du droit à une nationalité

33. Les violations graves et systématiques du droit à la liberté de circulation et du droit à une nationalité, utilisées comme moyen de persécuter et de réduire au silence tout opposant réel ou supposé au Gouvernement, ont entraîné et continuent d'entraîner la commission de multiples autres violations des droits de l'homme d'une telle ampleur qu'elles sont impossibles à dénombrer, ce qui montre que les autorités sont fermement déterminées à neutraliser durablement toute opposition.

34. Le Groupe d'experts a constaté que les victimes de violations du droit à la liberté de circulation et du droit à une nationalité venaient de divers secteurs de la société, mais étaient toutes des opposants réels ou supposés au Gouvernement ou des proches d'opposants.

a) Expulsion de nationaux et d'étrangers

35. Les violations du droit à la liberté de circulation des nationaux et des étrangers ont commencé à être commises en 2018, mais leur nombre a augmenté en 2022, puis de nouveau en 2023. À ce jour, le Groupe d'experts a recensé 21 expulsions d'étrangers et 263 expulsions de Nicaraguayens, dont certaines ont été individuelles et d'autres ont eu lieu en masse, toutes ayant été mené en dehors des procédures régulières.

36. Comme indiqué dans le premier rapport du Groupe d'experts, le 9 février 2023, le Gouvernement a expulsé vers les États-Unis 222 personnes arbitrairement privées de liberté (189 hommes et 33 femmes) en application d'une ordonnance d'expulsion prononcée par la cour d'appel de Managua, qui les avait déclarées traîtres à la patrie⁸. D'autres expulsions de Nicaraguayens ont suivi, souvent sans qu'aucune décision judiciaire ne soit publiée, en conséquence de quoi les victimes sont restées dans l'incertitude concernant la question de savoir si elles avaient été officiellement privées de leur nationalité ou non. Cette situation a fait obstacle à l'aboutissement des demandes de protection adressées à d'autres États, ce qui a placé les victimes dans une situation de vulnérabilité d'autant plus grande qu'elles souffraient déjà d'avoir subi des violations des droits de l'homme et d'autres atteintes à ces droits au Nicaragua.

b) Privation de nationalité

37. Dans son premier rapport, le Groupe d'experts a fait état brièvement de la privation arbitraire de nationalité de 316 opposants réels ou supposés au Gouvernement qui avait été décidée quelques jours avant la publication du rapport par des décisions judiciaires reposant sur une réforme constitutionnelle qui n'était pas encore entrée en vigueur à l'époque. Aux fins du présent rapport, il a approfondi son enquête sur ces faits, se penchant en particulier sur les multiples conséquences de ces violations pour les victimes.

38. La plupart des personnes privées de nationalité sont devenues apatrides. Les décisions de privation de nationalité ont été prises sur la base de motifs discriminatoires et sans respecter les garanties d'une procédure régulière. Les victimes se sont retrouvées sans accès à aucune forme de recours effectif et dans une situation d'extrême vulnérabilité.

39. En privant des personnes de leur nationalité, les autorités ont également privé les intéressés d'un certain nombre de droits de l'homme liés à la nationalité. Les victimes ont vu leurs données supprimées des registres civils, y compris le registre des naissances, ce qui les a privées de leur identité juridique. Cette situation a également porté atteinte aux proches des victimes, puisque les actes de naissance des enfants et les actes de mariage, ont été supprimés ou modifiés. De nombreuses victimes se sont vu confisquer leurs biens et leurs comptes bancaires, voire ont été privées de leur pension de retraite, ou se sont vu retirer leurs diplômes universitaires ou rayer des registres de l'université.

⁸ A/HRC/52/63, par. 106, et document de séance contenant les conclusions détaillées du Groupe d'experts, par. 770.

c) Interdiction d’entrer ou de sortir de son propre pays

40. Le Groupe d’experts a recensé 145 cas de Nicaraguayens ayant été soumis à une interdiction d’entrée dans le pays. L’interdiction d’entrer dans son propre pays est une violation des droits de l’homme à laquelle les autorités nicaraguayennes recourent de plus en plus, en particulier depuis 2023. Outre qu’elle porte atteinte aux droits de circuler librement et de choisir librement sa résidence, cette interdiction place les victimes dans une situation de grande vulnérabilité en ce qu’elles se retrouvent séparées de leur famille, sans accès à des réseaux de soutien et à des ressources économiques et sans aucune protection ou assistance du pays dont elles ont la nationalité, ce qui s’apparente aux circonstances de l’apatridie.

41. Les interdictions d’entrer dans le pays ont donné lieu à d’autres violations graves des droits des victimes, notamment le droit de ne pas être l’objet d’immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie familiale et les droits à l’éducation, au travail, aux soins de santé, à la sécurité sociale et à des conditions de vie adéquates. Elles ont également porté préjudice aux membres des familles des victimes restés au Nicaragua, en particulier les personnes âgées et les enfants, qui dépendent financièrement des personnes interdites d’entrée dans le pays.

42. En outre, le Groupe d’experts a recueilli des informations concernant des Nicaraguayens qui se sont vu interdire de sortir du territoire, y compris en se voyant confisquer leur passeport en dehors de toute procédure régulière, alors qu’ils tentaient de quitter le Nicaragua par un poste frontière officiel. Des agents des postes frontière ont reçu des listes de noms d’opposants réels ou supposés au Gouvernement à qui ils doivent interdire la sortie du pays. Le Groupe d’experts a également constaté que les fonctionnaires qui souhaitent voyager à l’étranger doivent obtenir l’autorisation préalable du Gouvernement. Dans un grand nombre de cas, cette autorisations a été refusée.

d) Violations des droits de l’homme des proches

43. Le Groupe d’experts a établi que certains avaient été pris pour cible au seul motif qu’ils avaient des liens familiaux avec des personnes qui étaient dans le viseur des autorités. Entre autres violations de leurs droits, les intéressés s’étaient vu confisquer leurs biens, priver de leur pension de retraite, interdire d’entrer dans le pays ou d’en sortir, confisquer leur passeport ou privés du droit d’en obtenir un.

44. Des enfants ont fait l’objet de discrimination, ont été pris pour cible ou ont subi des atteintes délibérées à leurs droits en raison du statut ou des activités ou de leurs parents ou d’autres membres de leur famille ou des opinions exprimées par eux, en violation de la Convention relative aux droits de l’enfant. Des enfants ont été séparés de leurs parents parce que ceux-ci avaient été expulsés du Nicaragua ou s’étaient vu interdire d’entrer dans le pays ou faute d’avoir pu obtenir un passeport valide leur permettant de rejoindre leurs parents à l’étranger.

3. Exil de masse

45. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), en juin 2023, il y avait dans le monde 271 740 demandeurs d’asile et 18 545 réfugiés nicaraguayens⁹.

46. Dans tous les cas recensés par le Groupe d’experts, les personnes qui avaient fui le Nicaragua avaient subi une ou plusieurs des violations et atteintes mentionnées dans ses rapports. Bon nombre d’entre elles ont été contraintes de fuir parce qu’elles étaient exposées à une situation d’intimidation ou de coercition résultant de divers actes répressifs constitutifs d’expulsion ou à d’autres formes de coercition, au premier rang desquelles la détention arbitraire et les violations du droit à un procès équitable.

⁹ Voir HCR, Refugee Data Finder. Disponible à l’adresse suivante : <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=Z41RSg>. Voir aussi HCR, *International Protection Considerations with Regard to People Fleeing Nicaragua*, HCR/PC/NIC/2023/01, p. 46.

D. Profils des victimes prises pour cible depuis avril 2018

47. Les profils des personnes prises pour cible par l'État sont variés. Les victimes sont des personnes qui, en raison de leur identité et de leur rôle au sein de certains groupes sociaux, sont considérés comme faisant obstacle à l'objectif du Gouvernement de réduire au silence toute voix critique ou dissidente. Ce sont en particulier des personnes qui appartiennent aux milieu universitaires, des membres d'un peuple autochtone, des personnes d'ascendance africaine, des catholiques ou autres chrétiens ou des membres du mouvement paysan. Afin d'éliminer tout obstacle à son pouvoir, le Gouvernement vise en particulier les dirigeants de ces mouvements et ces communautés.

1. Étudiants, enseignants et personnel des universités

48. Dans son premier rapport, le Groupe d'experts a souligné que le mouvement étudiant avait joué un rôle essentiel dans les manifestations de 2018 et était considéré comme une menace par le Gouvernement. Les étudiants ont subi des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits graves et systématiques, notamment pour ce qui concerne le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne, le droit à l'intégrité personnelle, le droit de réunion pacifique et les droits à la liberté d'expression et d'association.

49. La force du mouvement étudiant est devenue apparente lorsque des étudiants ont participé, en mai 2018, à une table ronde organisée dans le cadre du processus de dialogue national et facilitée par des membres de la Conférence épiscopale du Nicaragua¹⁰. Aux fins du présent rapport, le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits commises à l'égard d'étudiants, d'enseignants et de responsables académiques ainsi que sur la remise en cause de l'autonomie des universités dans leur ensemble, qui ont contribué à affaiblir l'université en tant qu'espace permettant aux étudiants et aux universitaires d'exprimer des opinions critiques de manière organisée.

50. De nombreux étudiants, en particulier des dirigeants de mouvements étudiants, ont été détenus arbitrairement et poursuivis sur la base d'accusations mensongères ou fabriquées de toutes pièces et sans avoir bénéficié d'une procédure régulière. Plusieurs d'entre eux ont également été soumis à des actes de torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Sept dirigeants de mouvements étudiants font partie du groupe des 222 victimes arbitrairement expulsées du pays et privées de leur nationalité en février 2023. Deux d'entre eux avaient participé aux dialogues nationaux organisés en 2018 et 2019.

51. De nombreux étudiants ont été arbitrairement expulsés de leur université du fait non seulement des autorités, mais aussi de groupes non étatiques partisans du Gouvernement, comme l'Union nationale des étudiants du Nicaragua, ont été victimes de harcèlement et de menaces de la part des autorités et de groupes non étatiques partisans du Gouvernement et se sont vu refuser l'accès à leurs dossiers et diplômes, ce qui les a empêchés de poursuivre leurs études.

52. Les actions répressives du Gouvernement ont également touché les enseignants qui avaient soutenu les étudiants pendant la manifestation ou étaient considérés comme des opposants au Gouvernement. Des centaines d'enseignants ont été licenciés entre mai 2018 et décembre 2023, sans bénéficier d'une procédure régulière et sans avoir la possibilité de faire appel de la décision ou de recevoir une indemnisation. Plusieurs ont été détenus arbitrairement. Nombre d'entre eux ont été contraints de fuir le pays, craignant à juste titre une arrestation arbitraire. D'autres ont été empêchés de revenir dans le pays.

53. En décembre 2021, l'Assemblée nationale a commencé à retirer la personnalité juridique à des universités. À la fin de 2022, le Ministère de l'intérieur a été chargé de poursuivre la démarche. Les autorités ont privé 38 universités de la personnalité juridique, ce qui a entraîné la fermeture de la presque totalité des universités privées du pays. Cette mesure s'inscrit dans une stratégie globale des autorités visant à réduire à néant l'espace civique en

¹⁰ Document de séance contenant les conclusions détaillées du Groupe d'experts, par. 289.

retirant la personnalité juridique à plus de 3 000 organisations à but non lucratif et partis politiques et en imposant la fermeture de plus de 40 médias¹¹.

54. On retiendra en particulier la fermeture de l'Universidad Centroamericana, une université administrée par la Compagnie de Jésus (jésuites), en août 2023. Cet établissement a été fermé en application d'une décision de justice établissant que la direction avait porté atteinte de manière continue à l'indépendance, à la paix, à la souveraineté nationale et à l'autodétermination du peuple nicaraguayen en incitant à la déstabilisation du pays. Le tribunal a ordonné la confiscation de tous les actifs, y compris les comptes bancaires, de l'université, privée de sa personnalité juridique par le Ministère de l'intérieur. Les comptes bancaires de l'université ainsi que les comptes bancaires personnels de ses directeurs ont été gelés. Trois dirigeantes de mouvements étudiants qui avaient protesté contre la fermeture de l'université ont été arbitrairement arrêtées puis reconnues coupables d'une infraction. La direction de l'université et plusieurs enseignants ont fui le Nicaragua, craignant à juste titre une arrestation arbitraire. Ceux qui sont restés ont été victimes de discrimination dans leur recherche d'un nouvel emploi.

55. La fermeture de l'Universidad Centroamericana a porté préjudice à plus de 5 000 étudiants, dont les études ont été brusquement et arbitrairement interrompues. Nombre d'entre eux n'ont pas pu poursuivre leurs études supérieures, car ils se sont vu refuser l'inscription dans d'autres établissements universitaires en raison de leurs liens avec cette université. En décembre 2023, une nouvelle université d'État, l'Universidad Nacional Casimiro Sotelo, a commencé à dispenser des cours. Cette nouvelle université a été créée avec les actifs confisqués à l'Universidad Centroamericana. Le Groupe d'experts est en mesure d'affirmer que de nombreux étudiants s'y sont vu refuser l'inscription en raison de leurs liens antérieurs avec l'Universidad Centroamericana ou parce qu'eux-mêmes ou leurs proches étaient des opposants réels ou supposés au Gouvernement.

56. Selon la Commission interaméricaine des droits de l'homme, en août 2023, le droit à l'éducation d'environ 37 000 étudiants avait été compromis par le retrait de la personnalité juridique d'établissements d'enseignement supérieur¹². Cinq nouvelles universités d'État ont été créées en 2023 avec les actifs de plusieurs universités qui s'étaient vu retirer la personnalité juridique.

57. En 2022, l'Assemblée nationale a encore réduit l'autonomie des universités et la liberté académique en dissolvant le Conseil national des recteurs, qui était chargé des politiques publiques en matière d'enseignement supérieur. Le Conseil national des universités, dont les directeurs sont tous liés au Gouvernement et au Front sandiniste de libération nationale, a pris le contrôle du système d'enseignement supérieur. Pour renforcer ce contrôle, l'Assemblée nationale a décidé en 2023 que le Président nommerait les futurs directeurs du Conseil national des universités.

58. Le Groupe d'experts a confirmé que la suppression de l'autonomie et le retrait de la personnalité juridique des universités, ainsi que les violations des droits de l'homme commises contre des dirigeants de mouvements étudiants, des membres du corps professoral et d'autres membres du personnel universitaire recensées à ce stade, avaient abouti à la disparition d'institutions autonomes dans le secteur universitaire. Le Gouvernement a réussi à empêcher durablement les étudiants et les universitaires d'exprimer des opinions critiques de manière organisée au Nicaragua, ce qui a porté atteinte au droit à l'éducation de milliers d'étudiants.

2. Peuples autochtones et personnes d'ascendance africaine

59. Des défenseurs des droits de l'homme, des dirigeants et des militants autochtones et afrodescendants et des organisations de la société civile défendant les droits des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine ont été et continuent d'être victimes de répression de la part du Gouvernement. En avril 2018, le parti politique autochtone Yapti

¹¹ Ibid., par. 735 à 744, 906 à 920 et 1179.

¹² Commission interaméricaine des droits de l'homme, « IACHR and its Special Rapporteurships condemn arbitrary interference with academic freedom in Nicaragua », communiqué de presse n° 201/23, 29 août 2023.

Tasba Masraka Nanih Asla Takanka in Miskito (YATAMA) et des membres de la société civile ont commencé à organiser des manifestations dans les deux régions autonomes de la côte caraïbe. Les revendications des manifestants concernaient les droits fonciers et territoriaux et le droit à l'autodétermination, qu'ils exigeaient de longue date. Les manifestations ont repris à la suite d'allégations de fraude électorale lors des élections régionales de 2019 et des élections municipales de 2022. Toutes les manifestations ont été systématiquement réprimées par les forces de sécurité ainsi que par des groupes armés progouvernementaux.

60. Le Groupe d'experts a constaté que les actes de violence visant les autochtones et les personnes d'ascendance africaine avaient considérablement augmenté après 2018. Les autorités ont pris pour cible les dirigeants et militants charismatiques ou particulièrement virulents dans leurs critiques à l'égard du Gouvernement ou dans leur défense des droits fonciers et environnementaux. Les actes de répression ont notamment pris la forme de harcèlement, de menaces, de poursuites pénales, de détentions arbitraires, de confiscations de biens et d'interdictions d'entrer sur le territoire. En conséquence, de nombreux dirigeants et militants, notamment la dirigeante des peuples mayangna ulwa, Haidey Merly Bautista Salazar, et le précandidat à la présidence et dirigeant créole afrodescendant George Henríquez Cayasso, se sont vu contraints de se cacher ou de fuir le pays. Certains se sont vu interdire le retour dans le pays, comme ce fut notamment le cas pour Anexa Alfred Cunningham, qui appartient au peuple miskito et est membre du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones.

61. Depuis mars 2022, les autorités ont privé de la personnalité juridique plus de 100 organisations de peuples autochtones et de personnes d'ascendance africaine ainsi que des organisations de défense des droits de l'homme et de promotion du développement. Le parti YATAMA a notamment été pris pour cible après avoir décidé, dans le cadre de l'élection présidentielle de 2021, de se retirer d'une alliance de longue date avec le Front sandiniste de libération nationale. Le chef du parti et député à l'Assemblée nationale, Brooklyn Rivera Bryan, s'est vu refuser l'entrée dans le pays en avril 2023. Il y est entré clandestinement et a été arrêté le 29 septembre 2023. Depuis lors, les autorités n'ont fourni aucune information quant à son sort ou au lieu où il se trouve. Quelques jours après l'arrestation de M. Rivera Bryan, la police a arrêté la députée suppléante du parti, Nancy Elizabeth Henríquez James. Au bout de dix jours de détention dans un lieu tenu secret, elle a été condamnée à huit ans de prison pour diffusion de fausses informations et atteinte à l'intégrité nationale. Le Conseil électoral suprême a décidé de retirer la personnalité juridique au parti YATAMA le 3 octobre 2023, à l'approche des élections régionales prévues pour le 3 mars 2024.

62. Le Groupe d'experts a constaté que les mesures de répression décrites dans le paragraphe précédent étaient étroitement liées aux efforts visant à consolider et à étendre le contrôle politique et économique du Gouvernement sur les régions autonomes. Le Front sandiniste de libération nationale s'est employé à pénétrer les structures d'administration autonome des peuples autochtones et des communautés d'ascendance africaine, que ce soit par cooptation ou par coercition, en imposant la nomination de sympathisants du parti à des postes importants au sein des administrations communautaires et locales. Il lui faut garder la mainmise sur les structures d'administration autonome pour continuer à exercer un contrôle économique sur le territoire et les ressources des régions autonomes, sachant que l'extraction de l'or et l'élevage de bétail sont des activités stratégiques.

63. La répression menée par l'État contre les dirigeants et les organisations des peuples autochtones et afrodescendants s'est inscrite dans un contexte de violence généralisée de la part de colons armés, qui sont de plus en plus nombreux dans la région et n'hésitent pas à s'installer sur des terres communales. Le Groupe d'experts a établi que, depuis 2018, les attaques violentes de colons ont conduit à la mort de 46 personnes, dont 33 par arme à feu, principalement dans le territoire Mayangna Sauni As, situé dans la région autonome de la côte nord des Caraïbes. Dans certains cas, les corps retrouvés présentaient des traces de torture et de mutilation. Des femmes et des filles ont été victimes de violences sexuelles, des maisons ont été incendiées et des familles ont été déplacées de force.

64. Le Groupe d'experts a constaté que les autorités ont failli à leur obligation de prendre des mesures de prévention efficaces pour protéger la vie et l'intégrité des membres des communautés susmentionnées et que, loin de mener des enquêtes rapides, impartiales et efficaces, elles ont publiquement nié la responsabilité des colons dans les crimes commis et ont même poursuivi des membres des communautés touchées pour certains d'entre eux, imposant des peines sévères.

65. Le Groupe d'experts a établi que les violations des droits des peuples autochtones et des populations afrodescendantes qu'il a recensées à ce jour ont permis aux autorités de se rapprocher de leur objectif consistant à éliminer la dissidence organisée au sein de ces groupes. Il a recueilli des informations indiquant que le Gouvernement s'est servi des colons pour redessiner les terres communales, en prendre le contrôle et les exploiter. En raison de la complexité de la situation et des contraintes de temps auxquelles il a fait face, le Groupe d'experts n'a toutefois pas été en mesure d'enquêter de manière plus approfondie sur les faits et de recueillir les preuves correspondantes. Il poursuivra son enquête sous réserve des ressources disponibles.

3. Catholiques et autres chrétiens

66. Depuis avril 2018, l'Église catholique fait face à une intensification des actes de répression à son encontre¹³. Les autorités ont commencé à diffuser des discours de haine et à qualifier les prêtres de « putschistes », de « terroristes » ou de « suppôts de Satan » en réaction aux critiques quant à la situation des droits de l'homme formulées par la Conférence épiscopale du Nicaragua et l'archidiocèse de Managua ainsi que par certains prêtres dans leurs sermons. Le Président et la Vice-Présidente ont encouragé la propagation, par les médias progouvernementaux, de discours de haine incitant à la violence et à la discrimination à l'encontre de l'Église catholique.

67. Plusieurs prêtres catholiques ont été arrêtés lors des manifestations de masse de 2018. Leur détention a été de courte durée et visait à saper le soutien apporté aux manifestations. À partir d'août 2022, des membres du clergé ont été détenus pour des périodes plus longues et reconnus coupables d'infractions telles que la conspiration et la diffusion de fausses informations. Le Groupe d'experts a recueilli des informations sur deux cas d'arrestations en masse, l'un s'étant produit en octobre 2023 et l'autre entre décembre 2023 et janvier 2024. Au total, 31 prêtres et séminaristes ont été placés en détention et expulsés vers le Vatican, certains dans les jours qui ont suivi leur arrestation, sans qu'aucune accusation formelle n'ait été portée contre eux. Bon nombre d'entre eux ont été détenus dans un lieu tenu secret entre le moment de leur arrestation et leur expulsion du pays.

68. Le Groupe d'experts a constaté qu'entre février 2023 et janvier 2024, des dizaines de prêtres, de moines et de séminaristes catholiques nicaraguayens ont été expulsés ou se sont vu refuser l'entrée dans le pays et ont été arbitrairement privés de leur nationalité. Un évêque nicaraguayen qui avait fait l'objet d'une interdiction de quitter le territoire et dont le passeport avait été confisqué en 2021 a été expulsé en 2024. En outre, des dizaines de membres du clergé se sont vu contraints de quitter le pays en raison du harcèlement, des menaces de mort et des agressions qu'ils ont subis ou parce qu'ils avaient des motifs légitimes de craindre une arrestation arbitraire. Des dizaines de religieuses et religieux étrangers résidant légalement dans le pays ont été arbitrairement expulsés, les autorités ayant refusé de renouveler leur permis de séjour ou privé l'organisation à laquelle ils appartenaient de la personnalité juridique.

69. L'évêque de Matagalpa, Rolando José Álvarez Lagos, était assigné à résidence depuis son arrestation arbitraire le 19 août 2022. Le 10 février 2023, suite à son refus d'être expulsé vers les États-Unis, M. Álvarez a été condamné à plus de vingt-six ans de prison pour trahison, atteinte à l'intégrité nationale et diffusion de fausses nouvelles. Il a également été arbitrairement privé de sa nationalité, ce qui a fait de lui un apatride dans son propre pays¹⁴. M. Álvarez a été transféré au complexe carcéral Jorge Navarro, dit « La Modelo », où il a été

¹³ A/HRC/52/63, par. 45 et 61, et document de séance contenant les conclusions détaillées du Groupe d'experts, par. 837 à 852.

¹⁴ Document de séance contenant les conclusions détaillées du Groupe d'experts, par. 846 et 847.

placé à l'isolement dans une cellule disciplinaire du quartier baptisé « El Infiernillo » (« L'enfer »). Aucune information sur ses conditions de détention n'a été communiquée à sa famille pendant quarante-trois jours. M. Álvarez a été arbitrairement expulsé vers le Vatican le 13 janvier 2024, en même temps que 18 autres membres du clergé.

70. Les mesures répressives prises par les autorités à l'encontre de l'Église catholique ont également visé les fidèles, les employés laïcs et les « collaborateurs ». Depuis juin 2023, les autorités ont de facto interdit les processions catholiques. Elles ont aussi interdit, ou détourné de leur sens, les célébrations des saints patrons. Les messes célébrées en dehors des églises, notamment la messe de la Toussaint qui devait se tenir le 1^{er} novembre 2023, ont également été interdites. Le 18 août 2023, le journaliste Víctor Ticay a été condamné à huit ans de prison pour avoir publié l'enregistrement d'une procession religieuse. En décembre 2023, plusieurs anciens employés de l'organisation Caritas du diocèse d'Estelí, précédemment fermée par les autorités, ont été condamnés à six ans de prison pour blanchiment d'argent.

71. La répression gouvernementale a également pris pour cible les dirigeants d'autres organisations chrétiennes. Le Groupe d'experts a recueilli des informations indiquant que plusieurs pasteurs évangéliques étaient victimes de harcèlement, et d'agressions physiques et verbales et soumis à des poursuites pénales. Wilber Alberto Pérez, qui a participé à une campagne intitulée « Noël sans prisonniers politiques », a été condamné à douze ans de prison au motif qu'il se serait livré au trafic de drogue. Il a été expulsé du pays et arbitrairement privé de sa nationalité en février 2023. Onze pasteurs de l'organisation évangélique Mountain Gateway ont été arrêtés en décembre 2023 pour blanchiment d'argent et sont toujours en détention. Certaines églises évangéliques se sont vu interdire d'organiser des manifestations publiques.

72. Le Groupe d'experts continue de recueillir des informations indiquant que des organisations, des entités et des médias religieux avaient été privés de la personnalité juridique. Le collectif de défense des droits de l'homme Nicaragua Nunca Más (Nicaragua plus jamais) a signalé qu'en 2023, au moins 342 organisations liées aux églises évangéliques, à l'Église catholique et à d'autres organisations chrétiennes avait été privées de la personnalité juridique et s'étaient vu confisquer leurs biens meubles et immeubles, parmi lesquelles des organisations présentes depuis longtemps dans le pays comme Caritas Nicaragua, l'Ordre franciscain, la Compagnie de Jésus (jésuites) et les ministères chrétiens Verbo. En outre, en 2023 également, cinq établissements d'enseignement supérieur catholiques, l'Universidad Centroamericana et trois universités d'autres confessions chrétiennes se sont vu retirer la personnalité juridique. En mai 2023, les comptes bancaires de tous les diocèses catholiques auraient été gelés en application de la législation nicaraguayenne contre le blanchiment d'argent, de même que les comptes d'un certain nombre de paroisses et de prêtres. Cela vient corroborer les conclusions du premier rapport du Groupe d'experts concernant le recours abusif à la législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent en vue de persécuter les opposants au Gouvernement et de restreindre l'espace civique à des fins politiques¹⁵.

73. Le Groupe d'experts a établi que les violations des droits de membres de l'Église catholique et d'autres organisations chrétiennes ont permis aux autorités de se rapprocher de l'objectif consistant à faire taire l'opposition chrétienne organisée.

4. Membres du mouvement paysan

74. En avril 2018, le mouvement paysan s'est joint aux protestations sociales menées par les étudiants. Ses dirigeants ont apporté leur expérience de la résistance organisée, acquise lors de luttes antérieures. La capacité du mouvement de mobiliser et d'organiser la population risquait de faire perdre au Gouvernement le contrôle qu'il exerçait. La force du mouvement paysan est devenue particulièrement évidente lorsque ce mouvement s'est joint au dialogue national en 2018. Au cours de ce dialogue, qui a duré un mois, les *campesinos* ont continué à s'organiser dans l'ensemble du pays et ont refusé de se plier aux exigences du Gouvernement, qui demandait la levée des barrages routiers qu'ils avaient érigés.

¹⁵ A/HRC/52/63, par. 91, et document de séance contenant les conclusions détaillées du Groupe d'experts, par. 534 à 539, 691, 726 à 734, 784 et 1178.

75. Le Groupe d'experts a établi que la police et les groupes armés progouvernementaux avaient fait un usage excessif de la force, y compris d'armes létales, pour réprimer les manifestations de 2018 et démanteler les barrages routiers érigés par les *campesinos*. Il a également constaté que ceux-ci avaient systématiquement été surveillés et harcelés par des membres des structures de participation citoyenne (les « Conseils du pouvoir citoyen »), des groupes armés progouvernementaux et de la police. Nombre d'entre eux n'avaient aucune perspective d'évolution sociale, professionnelle ou académique et faisaient l'objet d'une discrimination constante dans le cadre des procédures administratives ainsi que dans l'accès aux services de santé et aux autres services publics. En outre, la police et les groupes armés progouvernementaux avaient régulièrement lancé des attaques contre les *campesinos* et les avaient menacés de mort, d'emprisonnement et de destruction de leurs biens en vue de les dissuader de participer à toute forme de protestation contre le Gouvernement.

76. Après la répression des manifestations par le Gouvernement, près de la moitié des dirigeants nationaux du mouvement paysan ont été arbitrairement arrêtés tandis que les autres ont été contraints de fuir le pays ou de se cacher, rompant tout lien avec le mouvement, qui s'est ainsi retrouvé sans personne à sa tête. De nombreuses personnes qui n'étaient que de simples membres du mouvement ont également été arbitrairement arrêtées. Nombre de ces détentions arbitraires n'ont pas été signalées en raison de la crainte légitime de subir des représailles et de la méfiance à l'égard du système judiciaire. Une fois libérés, les *campesinos* ont été constamment victimes de harcèlement, de surveillance, de menaces et d'intimidations de la part de la police et de membres de groupes armés progouvernementaux, qui ont en outre menacé leur famille, les empêchant ainsi de vaquer à leurs occupations quotidiennes.

77. Les autorités ont instrumentalisé le droit pénal en vue de démanteler toute tentative d'organisation des *campesinos* et d'éliminer toute critique ou opposition. Selon les informations recueillies par le Groupe d'experts, 33 *campesinos*, dont 21 dirigeants ou membres du mouvement *campesino*, ont été détenus arbitrairement et soumis à de longs interrogatoires ainsi qu'à des actes de torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. Vingt-trois d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison et en application de lois incompatibles avec le droit international des droits de l'homme, sans bénéficier d'une procédure régulière ou d'un procès équitable et sur la base d'éléments de preuve fabriqués de toutes pièces ou d'accusations infondées et disproportionnées liées à leur militantisme politique.

78. L'environnement coercitif, la peur généralisée et l'emprisonnement des dirigeants du mouvement ont eu un effet dissuasif qui a entraîné l'arrêt de toutes les activités de mobilisation et d'organisation des *campesinos* et a contraint une grande partie de ceux qui avaient participé aux manifestations à se retirer dans leurs fermes, à se déplacer dans d'autres régions du pays ou à fuir le Nicaragua. Des 85 *campesinos* interrogés par le Groupe d'experts, 43 avaient fui le pays entre 2018 et 2020 (22 hommes et 21 femmes) parce qu'ils avaient des raisons légitimes de craindre pour leur propre sécurité et celle de leurs proches et 19 (15 hommes et 4 femmes) en étaient partis à cause de l'intensification de la répression politique dans le contexte de l'élection présidentielle de 2021. Seize autres avaient été expulsés vers les États-Unis immédiatement après leur sortie de prison et arbitrairement privés de leur nationalité.

79. Les violations des droits de l'homme commises contre les membres du mouvement *campesino* ont durablement fait taire la dissidence organisée de ce mouvement. Le Groupe d'experts a reçu des informations indiquant que de nombreux *campesinos* ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires ou d'autre formes de meurtre constitutives de violations du droit à la vie. À ce jour, il n'a pas été en mesure de corroborer ces informations. Il poursuivra son enquête sous réserve des ressources disponibles.

III. Violations graves des droits de l'homme et atteintes graves à ces droits

80. Sur la base des résultats de son enquête, le Groupe d'experts a des motifs raisonnables de croire que les faits décrits dans le présent rapport et dans les documents de séance pertinents sont représentatifs de pratiques plus largement répandues et constituent des

violations graves des droits énoncés dans le droit international des droits de l'homme et des atteintes graves à ce droit. Ces violations et atteintes ont été commises pour des motifs politiques et de manière systématique et généralisée sur l'ensemble du territoire national.

81. Les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits ont compromis l'exercice de divers droits, à savoir le droit à la protection contre la discrimination et la torture, le droit à la liberté et sécurité de la personne, le droit à un procès équitable et à une procédure régulière, le droit à un recours effectif, le droit à la liberté de circulation, le droit à une nationalité, le droit à la reconnaissance de la personnalité juridique, le droit de ne pas subir d'immixtion dans la vie privée et familiale, le droit à la liberté d'opinion et d'expression, le droit à la liberté de conscience et de religion, le droit à la liberté d'association et de réunion pacifique, le droit de participer aux affaires publiques, le droit à l'éducation et à la liberté académique, le droit au travail, le droit à la sécurité sociale et le droit à un niveau de vie suffisant. Elles ont également porté atteinte au droit de l'enfant d'être protégé contre toute forme de discrimination indépendamment de toute considération d'opinion politique ou autre que lui-même, ses parents ou son tuteur légal pourrait avoir, de préserver son identité, y compris sa nationalité, son nom et ses relations familiales, tels qu'ils sont reconnus par la loi, sans ingérence illégale et de ne pas être séparé de ses parents en dehors d'une procédure régulière menée sous le contrôle d'un juge.

IV. Crimes contre l'humanité

82. Le Groupe d'experts a précédemment estimé qu'il y avait des motifs raisonnables de conclure que, depuis avril 2018, divers acteurs étatiques et non étatiques agissant sur ordre du Président et de la Vice-Présidente avaient commis des violations graves des droits de l'homme et des atteintes graves à ses droits contre une partie de la population nicaraguayenne pour des raisons politiques. Il a estimé que ces violations étaient à première vue constitutives d'actes prohibés par le droit international et notamment de crimes contre l'humanité au regard du droit pénal international¹⁶.

83. En droit international, les conditions qui font qu'une attaque est non plus seulement un acte prohibé, mais un crime contre l'humanité sont réunies dès lors qu'il existe des preuves que l'attaque est dirigée contre la population civile dans son ensemble plutôt que contre certains de ses membres¹⁷, quand bien même elle diminue en ampleur et en intensité au fur et à mesure que l'agresseur parvient à ses objectifs¹⁸. Le Groupe d'experts a des motifs raisonnables de croire que, loin d'avoir cessé, l'attaque dirigée contre une partie de la population nicaraguayenne se poursuit et fait de plus en plus de victimes.

84. Les victimes sont généralement des membres des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine, des membres et des dirigeants du mouvement paysan, des personnes issues du secteur universitaire et des catholiques et autres chrétiens. Toutes ont été ciblées pour des raisons politiques dans le cadre d'une politique discriminatoire visant à systématiquement poursuivre et réduire au silence ou démanteler, selon le cas, toute organisation civique ou politique et toute personne soutenant une position différente de celle du Gouvernement ou perçue comme telle. Les victimes sont généralement des personnes perçues comme critiques à l'égard du Gouvernement ou comme des opposants, voire des personnes considérées comme trop peu loyales à celui-ci.

85. L'ampleur et la portée des crimes commis par le Gouvernement se sont élargies. Le Groupe d'experts a des motifs raisonnables de croire que, pendant la période considérée, des actes de détention et d'expulsion constitutifs de crimes contre l'humanité ont été perpétrés au Nicaragua dans le cadre d'une politique discriminatoire visant à systématiquement persécuter et réduire au silence les opposants réels ou supposés intentionnellement appliquée

¹⁶ A/HRC/52/63, par. 109 à 115, 123 et 124.

¹⁷ Document de séance contenant les conclusions détaillées du Groupe d'experts, par. 976. Voir aussi Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, *Le Procureur c. Jovica Stanišić et Franko Simatović*, affaire n° IT-03-69-T, jugement du 30 mai 2013, par. 971.

¹⁸ Guénaél Mettraux, *International Crimes: Law and Practice – Volume II : Crimes against Humanity* (Oxford, Oxford University Press, 2020), p. 207.

par les plus hauts responsables du Gouvernement et donc à première vue constitutive de persécution fondée sur des motifs politiques, un crime contre l'humanité.

86. Le Groupe d'experts a recueilli des informations indiquant que de nouvelles violations systématiques de plusieurs droits de l'homme étaient commises contre les opposants réels ou supposés dans le but d'éliminer toute menace que ces personnes pourraient représenter pour le régime du Président Ortega et de la Vice-Présidente Murillo. Les victimes ont été non seulement expulsées et arbitrairement privées de leur nationalité, mais aussi privées de leurs droits civils et politiques et ont subi de nombreuses violations de leurs droits sociaux et économiques alors qu'elles se trouvaient à l'extérieur du Nicaragua et qu'elles étaient déjà dans un état de vulnérabilité. Elles ont aussi été prises pour cible par l'intermédiaire de leurs proches au Nicaragua, qui ont eux-mêmes subi des violations des droits de l'homme. Les actions du Gouvernement visaient non seulement à saper toute initiative de l'opposition, mais aussi à réduire au silence toute voix critique et à dissuader toute tentative de contestation organisée.

87. Le crime contre l'humanité de persécution peut aussi découler de violations graves des droits de l'homme commises pour des motifs discriminatoires dès lors que l'acte constitutif de persécution a pour but et pour effet de porter atteinte à l'exercice d'un droit essentiel ou fondamental. En l'occurrence, les victimes ont subi plusieurs actes illégaux et prohibés qui sont des infractions graves et ont entraîné des violations de droits fondamentaux. Le Groupe d'experts a des motifs raisonnables de croire que ces violations ont été commises intentionnellement dans le cadre de la politique discriminatoire décrite plus haut et que, prises ensemble, elles sont à première vue constitutives de persécution fondée sur des motifs politiques, un crime contre l'humanité.

V. Organisation de la structure du pouvoir de l'État répressif

88. Le Président Ortega et la Vice-Présidente Murillo, contrôlent tous les autres pouvoirs et institutions de l'État. Le Groupe d'experts a constaté qu'ils donnaient des ordres et des instructions, soit directement, soit par l'intermédiaire de conseillers de confiance, aux différentes institutions, qui prennent ensuite des mesures de répression contre des opposants, réels ou supposés, et leur famille. La direction politique du Front sandiniste de libération nationale, en particulier ses secrétaires politiques, ainsi que les services de renseignement de l'État, ont joué un rôle déterminant dans l'exercice de ce contrôle.

89. Le Groupe d'experts a établi que le Président et la Vice-Présidente avaient instrumentalisé le pouvoir législatif afin de commettre les graves violations des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité décrits dans le présent rapport. Le Président de l'Assemblée nationale, Gustavo Porras Cortés, a apporté son soutien au Gouvernement en favorisant l'adoption de réformes constitutionnelles et de lois facilitant la commission d'actes de répression. L'Assemblée nationale a adopté plusieurs réformes constitutionnelles qui sont entrées en vigueur sans que les procédures prévues par la Constitution aient été respectées. Au moins trois de ces réformes ont été adoptées à l'unanimité. Dans un cas, M. Porras Cortés a reconnu publiquement que l'Assemblée nationale avait agi sur ordre du Président.

90. Le pouvoir judiciaire a joué un rôle déterminant dans la commission d'actes de répression contre des opposants réels ou supposés. Jusqu'en janvier 2019, Rafael Solís Cerda, juge à la Cour suprême et allié de longue date du Président et de la Vice-Présidente, était également secrétaire politique du Front sandiniste de libération nationale auprès de la Cour suprême et transmettait les ordres de la présidence au pouvoir judiciaire. Après sa démission, le Vice-Président de la Cour suprême, Marvin Aguilar García, a assumé les fonctions de secrétaire politique¹⁹. Le Groupe d'experts a établi que M. Aguilar García recevait des ordres de la Vice-Présidente du Nicaragua, de deux conseillers présidentiels et du responsable du parquet puis les communiquait au reste de la magistrature par l'intermédiaire d'un ou

¹⁹ Aguilar García aurait été démis de ses fonctions peu avant la publication du présent rapport. Une enquête plus approfondie est nécessaire pour déterminer les conséquences de sa mise à pied. Le Groupe d'experts enquête également sur le rôle et les responsabilités de l'ancienne Présidente de la Cour suprême, Alba Luz Ramos Vanegas, avant sa destitution.

plusieurs juges de confiance qu'il convoquait dans son bureau²⁰ et qui, à leur tour, appliquaient directement les ordres reçus ou les transmettaient à leurs collègues et au personnel judiciaire.

91. La Procureure générale, Ana Julia Guido Ochoa, reçoit également des ordres de la présidence en ce qui concerne les personnes à poursuivre. Le Groupe d'experts a établi qu'une « ferme à trolls » active sur plusieurs plateformes en ligne appartenant à la société Meta avait été créée pour harceler en ligne les opposants réels ou supposés et diffuser des éléments de preuve fabriqués de toutes pièces les impliquant dans des actes illégaux. Cette « ferme à trolls » est dirigée depuis les locaux de la Cour suprême ; les « preuves » fabriquées sont ensuite utilisées par le ministère public pour étayer des actes d'accusation contre des opposants réels ou supposés.

92. La présidence donne aussi des ordres à Luis Cañas Novoa, Vice-Ministre et secrétaire politique du Ministère de l'intérieur, concernant la libération ou le maintien en détention d'opposants réels ou supposés au Gouvernement, le retrait de la personnalité juridique d'organisations à but non lucratif et les décisions relatives à la liberté de circulation. M. Cañas Novoa, à son tour, veille à ce que les ordres soient exécutés par l'administration pénitentiaire nationale, la Direction générale du registre et du contrôle des organisations à but non lucratif et la Direction générale des migrations et des étrangers.

93. La Direction générale des migrations et des étrangers a imposé des restrictions illégales et arbitraires à l'entrée dans le pays et à la sortie du pays de nationaux et d'étrangers, refusé de délivrer des passeports ou ordonné la confiscation arbitraire de passeports et refusé de renouveler le permis de séjour d'étrangers.

94. La Direction générale du registre et du contrôle des organisations à but non lucratif a privé de nombreuses organisations, notamment des organisations religieuses, de la personnalité juridique. Le Groupe d'experts a constaté que le Conseil national des universités et le Conseil national d'évaluation et d'accréditation avaient aidé la Direction générale à priver des établissements d'enseignement supérieur de la personnalité juridique.

95. Le Groupe d'experts a également établi que la Vice-Présidente donnait des ordres au Président du Conseil national des universités concernant les politiques à appliquer et le contrôle et la répression des étudiants, des enseignants et des membres du personnel des universités qui étaient des opposants réels ou supposés au Gouvernement.

VI. Responsabilité

A. Responsabilité de l'État

96. Le Groupe d'experts a des motifs raisonnables de croire que l'État du Nicaragua est responsable de violations graves des droits de l'homme et d'atteintes graves à ces droits commises de manière systématique et généralisée ainsi que d'autres violations du droit international fondées sur des motifs politiques commises contre des opposants réels ou supposés.

97. L'État a manqué à son devoir de garantir l'accès à des recours effectifs aux victimes de détention arbitraire ou d'actes de torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi qu'aux familles des personnes tuées lors des manifestations de 2018. Il n'a pas enquêté sur ces violations et atteintes et n'a pas poursuivi leurs auteurs. Il n'a pas non plus garanti l'accès à des recours effectifs à au moins 317 opposants réels ou supposés au Gouvernement qui ont été arbitrairement privés de leur nationalité. En outre, il n'a pas garanti l'accès à des voies de recours aux victimes d'expulsion et d'autres violations du droit à la liberté de circulation telles que l'interdiction d'entrer dans son propre pays.

²⁰ Chacun des districts administratifs créés en application de la loi sur l'organisation du pouvoir judiciaire est coordonné par des juges ayant la confiance du Gouvernement.

98. L'État est responsable de violations graves des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de la Convention relative aux droits de l'enfant.

99. L'État est également responsable de violations des obligations internationales mises à sa charge par la Convention sur la réduction des cas d'apatridie. Bien que le Nicaragua ait le droit d'adopter des dispositions internes relatives à la nationalité, il est tenu de le faire en conformité avec les normes internationales en la matière. À cet égard, la pratique du Nicaragua est contraire, en particulier, à l'article 9 de cette Convention, qui dispose que les États contractants ne priveront de leur nationalité aucun individu ou groupe d'individus pour des raisons d'ordre racial, ethnique, religieux ou politique, interdiction qui peut être considérée comme une obligation *erga omnes*.

100. En outre, refuser l'entrée dans le pays à ses nationaux peut constituer une violation du principe de droit international selon lequel un État ne peut refuser à ses propres ressortissants le droit d'entrer ou sur son territoire ou d'y résider²¹.

101. Enfin, tous les pouvoirs de l'État et tous les secteurs des pouvoirs publics aux niveaux national, régional ou local, y compris les groupes non étatiques²² agissant sur les instructions ou sous la direction ou le contrôle effectifs de l'État ou avec son consentement exprès ou tacite continuent de contrevenir de manière systématique et flagrante à l'interdiction internationale des crimes contre l'humanité, qui est une norme impérative du droit international général (*jus cogens*).

102. Le Groupe d'experts estime que l'État du Nicaragua devrait être tenu responsable des violations graves des droits de l'homme et atteintes graves à ces droits commises de manière systématique et généralisée ainsi que des violations du droit international décrites et examinées dans le présent rapport et dans son premier rapport.

B. Responsabilité pénale individuelle

103. Dans son premier rapport, le Groupe d'experts a indiqué avoir des motifs raisonnables de croire que des fonctionnaires et des représentants des différents pouvoirs de l'État à tous les niveaux avaient participé à la commission de violations des droits de l'homme et de crimes internationaux. Il a consigné le nom des personnes identifiées par les victimes comme responsables directs des violations, atteintes et crimes recensés ainsi que des personnes dont la contribution au système étatique a été telle que leur responsabilité pénale individuelle pourrait être engagée au niveau tant international que national.

104. Depuis la publication de son premier rapport, le Groupe d'experts a reçu des informations complémentaires qui, examinées conjointement avec les renseignements obtenus précédemment, lui ont permis de progresser dans la détermination de la structure de divers organes, institutions et organismes de l'État et des chaînes de commandement et d'effectuer une analyse plus approfondie du rôle joué par telles ou telles personnes au sein de ces entités (voir annexe). Conformément à son mandat de facilitation de l'établissement des responsabilités, il a continué de s'attacher à identifier les auteurs directs présumés de violations des droits de l'homme, d'atteintes à ces droits et d'autres crimes et à recueillir des informations supplémentaires permettant de relier les auteurs directs à d'autres personnes qui, à différents niveaux des institutions de l'État, pourraient avoir contribué aux violations, atteintes et crimes commis.

²¹ Cour de justice européenne, *Van Duyn c. Home Office*, affaire n° 41/74, arrêt du 4 décembre 1974, par. 22.

²² Voir le document de séance contenant les conclusions détaillées du Groupe d'experts, par. 1209 à 1214.

105. Le Groupe d'experts a des motifs raisonnables de croire que le Président, la Vice-Présidente et d'autres hauts responsables de l'État ont non seulement continué à exercer un contrôle total sur l'ensemble des pouvoirs, institutions, organes et organismes de l'État ainsi que sur les structures non étatiques mentionnées dans le présent rapport et dans les documents de séance correspondants, mais ont aussi établi et exécuté un plan visant à réprimer toute forme de dissidence en s'en prenant aux opposants réels ou supposés afin de se maintenir au pouvoir, plan qui prévoyait la commission de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits par des individus au service des pouvoirs et institutions de l'État et des structures non étatiques recensées par le Groupe d'experts. Ces violations et atteintes, corroborées dans le détail, donnent des motifs raisonnables de croire que des crimes contre l'humanité ont été et continuent d'être commis.

106. Le Groupe d'experts a des motifs raisonnables de croire que le Président, la Vice-Présidente et les hauts responsables de l'État qu'il a mentionnés ont participé aux crimes décrits et examinés dans le présent rapport ainsi que dans son premier rapport et estime donc que ces personnes devraient faire l'objet d'enquêtes judiciaires visant à déterminer leur responsabilité pénale individuelle. La responsabilité des auteurs directs des crimes est également engagée, et la responsabilité de leurs supérieurs directs et autres supérieurs hiérarchiques pourrait l'être. Le Groupe d'experts continuera d'enquêter sur la question sous réserve des ressources disponibles.

VII. Conclusions et recommandations

107. Le Président Ortega, la Vice-Présidente Murillo et les hauts responsables de l'État mentionnés dans les rapports du Groupe d'experts devraient faire l'objet d'enquêtes judiciaires visant à établir leur responsabilité éventuelle dans les violations des droits de l'homme, atteintes à ces droits et autres crimes décrits et examinés dans le présent rapport et dans le premier rapport du Groupe d'experts. L'État du Nicaragua devrait également être amené à répondre de ces actes.

108. Le Groupe d'experts a constaté que, depuis la présentation de son premier rapport, que la persécution des dissidents était devenue encore plus systématique et que les pouvoirs de l'État, en particulier le pouvoir judiciaire, étaient totalement centralisés entre les mains du Président et de la Vice-Présidente. Cette situation a abouti à une impunité totale des autorités, qui s'est même étendue de facto au-delà du territoire du Nicaragua.

109. Des proches de victimes de violations des droits de l'homme ont été pris pour cible au seul motif qu'ils étaient de la famille d'opposants réels ou supposés au Gouvernement. S'en prendre à une personne parce qu'elle entretient des liens avec une autre est particulièrement grave lorsque c'est un enfant qui est visé.

110. Le Groupe d'experts a été en mesure de corroborer des informations fournies dans son premier rapport concernant la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

111. Des violations des droits de l'homme, des atteintes à ces droits et d'autres crimes ont été commis non seulement pour saper toute initiative de l'opposition, mais aussi pour réduire au silence toute voix critique et, à long terme, dissuader toute tentative d'organisation ou de mobilisation. Il n'y a plus d'institutions autonomes dans le secteur universitaire au Nicaragua. Les autorités ont réprimé tout mouvement organisé et toute voix critique parmi les étudiants et les enseignants. Le Gouvernement a muselé toute voix critique émanant du mouvement paysan et s'est rapproché de son objectif consistant à réduire définitivement au silence les autochtones, les personnes d'ascendance africaine et les catholiques et autres chrétiens qui s'organisent pour exprimer des opinions critiques.

112. La première phase de la répression a été marquée par un ensemble de violations du droit à la vie, à la sécurité et à l'intégrité de la personne et d'atteintes à ce droit qui visaient à réprimer toute revendication critique des droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique et d'association. Les autorités, dont le but est en fin de compte de neutraliser toute forme d'opposition, n'ont jamais été aussi pris de parvenir à réduire définitivement les critiques au silence.

113. Les principales formes de violations des droits de l'homme actuellement commises par les autorités sont l'expulsion de nationaux et d'étrangers, la privation du droit à la nationalité nicaraguayenne, l'interdiction d'entrer au Nicaragua ou d'en sortir et l'instauration d'un climat de menace ou de coercition. L'application de mesures répressives qui viennent s'ajouter les unes aux autres contraint un grand nombre de personnes à quitter le pays et constitue donc une forme d'expulsion. Tous les Nicaraguayens qui ont fui le pays depuis avril 2018 et qui ont été interrogés par le Groupe d'experts ont subi une ou plusieurs des violations et atteintes recensées dans le présent rapport et dans le premier rapport du Groupe.

114. Les victimes de ces violations ont été et continuent d'être privées de leurs moyens de subsistance, notamment leur emploi et leurs revenus, de leurs comptes bancaires et autres actifs, de leurs droits à pension, de l'accès à leur acte de naissance et à leurs dossiers académiques et professionnels, et même de leur vie de famille.

115. Le caractère systématique et la durée des violations recensées par le Groupe d'experts, ainsi que leur caractère délibéré, montrent qu'elles ont été commises en parfaite connaissance des effets considérables qu'elles auraient sur les droits de l'homme de l'ensemble de la population et sur l'État à long terme.

116. Le Groupe d'experts conclut que la situation des droits de l'homme au Nicaragua s'est à ce point détériorée qu'il faudra de nombreuses années et d'importantes ressources pour instaurer l'état de droit et faire respecter les droits de l'homme.

117. Le Groupe d'experts réitère les recommandations à l'intention du Nicaragua et de la communauté internationale qu'il a formulées dans son premier rapport et étoffées dans le document de séance correspondant²³ ainsi que celles qu'il a formulées dans le compte rendu oral présenté à la cinquante-quatrième session du Conseil des droits de l'homme²⁴.

118. En outre, en vue d'améliorer la situation relative aux droits de l'homme au Nicaragua, le Groupe d'experts recommande à la communauté internationale :

a) D'exiger de l'État du Nicaragua qu'il respecte les obligations mises à sa charge par la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie ;

b) En ce qui concerne les Nicaraguayens privés de leur nationalité, contraints de quitter le Nicaragua, s'étant vu refuser l'entrée sur le territoire ou ayant fui le Nicaragua :

i) De s'appuyer sur les constatations et les conclusions du Groupe d'experts pour garantir un accès équitable et effectif aux procédures de détermination du statut de réfugié, d'identification et d'orientation ;

ii) D'appliquer aux fins de la reconnaissance du statut de réfugié les critères élargis établis dans la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés ;

²³ A/HRC/52/63, par. 126 et 127, et document de séance contenant les conclusions détaillées du Groupe d'experts, par. 1236 et 1237.

²⁴ Voir https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/grhe-nicaragua/OA-GHREN-54HRC-12SSEP23_English.docx.

c) De veiller à ce que ses constatations et conclusions soient prises en considération dans les politiques en matière de sécurité, de finances et de relations commerciales, en particulier :

i) Lorsqu'il s'agit d'évaluer le respect par le Nicaragua des normes sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération et, en particulier, des recommandations du Groupe d'action financière, en appliquant le principe qui consiste à « ne pas nuire » ;

ii) En ce qui concerne les consultations du Fonds monétaire international (FMI) au titre de l'article IV menées avec le Nicaragua, lorsqu'il s'agit d'évaluer les questions relatives à la gouvernance dans le cadre de la surveillance et de l'utilisation des ressources du FMI ainsi que les liens entre l'émigration, les envois de fonds, la croissance du produit intérieur brut et la participation de la population active au Nicaragua ;

iii) Lorsqu'il s'agit de conditionner l'accès préférentiel du Nicaragua aux marchés au respect d'objectifs ne relevant pas de la politique commerciale ou d'évaluer l'incidence sur les droits de l'homme de l'établissement de relations commerciales avec le Nicaragua ;

d) De renforcer les capacités des médias indépendants et des organisations de la société civile du Nicaragua.

Annexe

Structure du pouvoir au Nicaragua

